

RÉFUGIÉS

VOLUME 3 • NUMÉRO 128 • 2002

*En route
pour
l'Amérique !*



UNHCR
The UN Refugee Agency

Quand la chance sourit enfin

Au début des années 90, des factions armées ont morcelé la Somalie en fiefs rivaux, se vouant à une lutte sans merci. Fuyant l'enfer de la guerre, des centaines de milliers de civils terrorisés ont dû prendre la fuite afin de rester en vie.



Si certains sont retournés dans leur pays depuis, beaucoup d'autres sont encore réfugiés dans les pays voisins, principalement au Kenya, ne sachant quand ils pourront rentrer chez eux sans danger, à supposer que cela soit possible un jour.

Mais certains d'entre eux vont bientôt avoir la chance, inespérée, de partir très loin et de troquer des années de pauvreté, de semi-esclavage et d'exil dans des camps surpeuplés contre une nouvelle vie aux Etats-Unis.

Pendant dix ans, le HCR a essayé de trouver un nouveau pays pour environ 12 000 Bantous somaliens. Ces descendants d'un peuple déporté par les marchands d'esclaves arabes ont été victimes de persécutions et de discriminations en Somalie avant la guerre civile. Ils se sont juré de ne jamais retourner dans leur pays, même si la paix revenait.

Après des tentatives avortées auprès de deux pays africains, le HCR s'est tourné vers les Etats-Unis, qui ont proposé d'accueillir une grande partie des Bantous somaliens, sous réserve de l'ultime sélection à laquelle ils procèdent actuellement.

Dix-sept pays dans le monde, dont les Etats-Unis, acceptent chaque année, dans le cadre d'une réinstallation permanente, environ 100 000 des 12 millions de réfugiés dont s'occupe le HCR. Il s'agit toujours de personnes

particulièrement vulnérables qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas retourner dans leur pays et y vivre dans la paix et la sécurité.

Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et les pays scandinaves accueillent depuis longtemps l'essentiel des candidats à la réinstallation. Mais de plus en plus de pays, dont l'Islande, le Brésil et le Bénin, admettent désormais un certain quota de réfugiés.

La réinstallation est une solution à la fois très prisée et hautement politique. Au plus fort de la guerre froide, par exemple, les réfugiés des pays de l'Est étaient accueillis à bras ouverts en Occident, où un vaste programme international de réinstallation des réfugiés indochinois avait également été mis en place au lendemain de la guerre du Viet Nam.

Signe encourageant, les pays de réinstallation sont depuis quelque temps plus attentifs au sort des victimes de crises humanitaires moins médiatisées, notamment en Afrique.

Mais aussi bienvenus soient-ils, les programmes de réinstallation ne peuvent répondre aux vœux de tous ceux qui mériteraient d'en bénéficier. Les Somaliens de souche réfugiés dans les camps de Dadaab et Kakuma, au Kenya, ont fui les mêmes horreurs que leurs compatriotes bantous. Ils ont suivi le processus de l'opération de réinstallation avec un mélange d'angoisse et de colère, une interrogation insistante au fond des yeux : "Pourquoi eux et pas nous ?"

A leur arrivée en Amérique, les Bantous vont devoir affronter un immense choc culturel. Ils ne parlent pas l'anglais et ne savent en général ni lire ni écrire. Au cours de leur rude existence de paysans, ils n'ont pas eu à allumer et éteindre l'électricité, tirer une chasse d'eau, traverser une rue encombrée, circuler en voiture, prendre l'ascenseur. Ils n'ont évidemment jamais vu de neige et ne savent pas ce qu'est la climatisation.

Mais, comme dit l'un d'eux, peut-on hésiter entre l'Amérique et la Somalie, entre "l'enfer et le paradis ?" Pas vraiment, comme on le verra dans les pages qui suivent et qui nous parlent des Bantous, de leur histoire, de leur exil, de cette incroyable aventure qui vient de commencer et qui, au terme d'un long calvaire, ressemble presque à un conte de fées.

**Rédacteur :**

Ray Wilkinson

Edition française :

Mounira Skandrani

Ont collaboré :Linmei Li, Andrew Hopkins,
Sasha Chanoff**Secrétariat de rédaction :**

Virginia Zekrya

Iconographie :

Suzy Hopper, Anne Kellner

Design :

Vincent Winter Associés

Production :

Françoise Peyroux

Distribution :

John O'Connor, Frédéric Tissot

Carte :

Unité de cartographie du HCR

Documents historiques :

Archives du HCR

Réfugiés est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan. Tirage : 224 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, russe, arabe et chinois.

ISSN 1014-0905

Couverture :

Bantous somaliens : en route pour une nouvelle vie.

UNHCR/R. WILKINSON/CS+KEN+2002

HCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse
www.unhcr.org

RÉFUGIÉS

N° 128 - 2002



UNHCR/R. PRESS/CS+KEN+2002

4 Après une vie de servitude et de longues années d'exil, près de 12 000 Bantous somaliens se préparent à partir pour les Etats-Unis.



UNHCR/R. WILKINSON/CS+KEN+2002

16 Cette femme bantoue, en train de tresser un panier devant sa petite hutte, vit depuis 10 ans dans un camp de réfugiés au Kenya.



UNHCR/B. PRESS/CS+KEN+2002

26 On a cherché, pendant des années, un pays qui accepte de les réinstaller de manière permanente. Finalement, c'est l'Amérique qui a dit oui.

2**Éditorial**

La fin d'un long calvaire.

4**EN COUVERTURE****Les Bantous somaliens.**

Derniers jours à Dadaab.

12**Histoire**

La route des esclaves.

16**Exil**

Dix années dans un camp de réfugiés.

22**Tentatives**

A la recherche d'une solution.

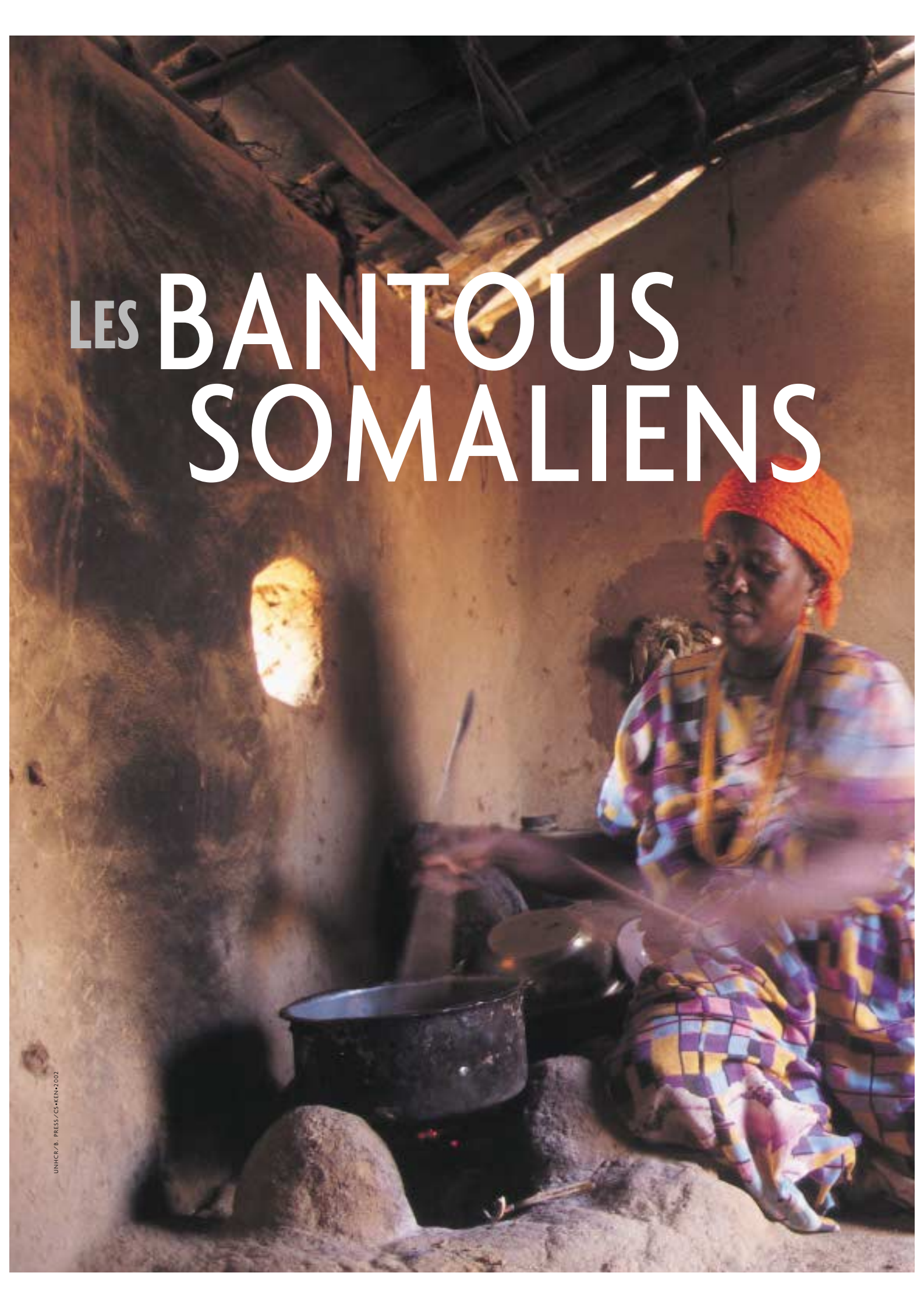
25**Les 'autres' Bantous**

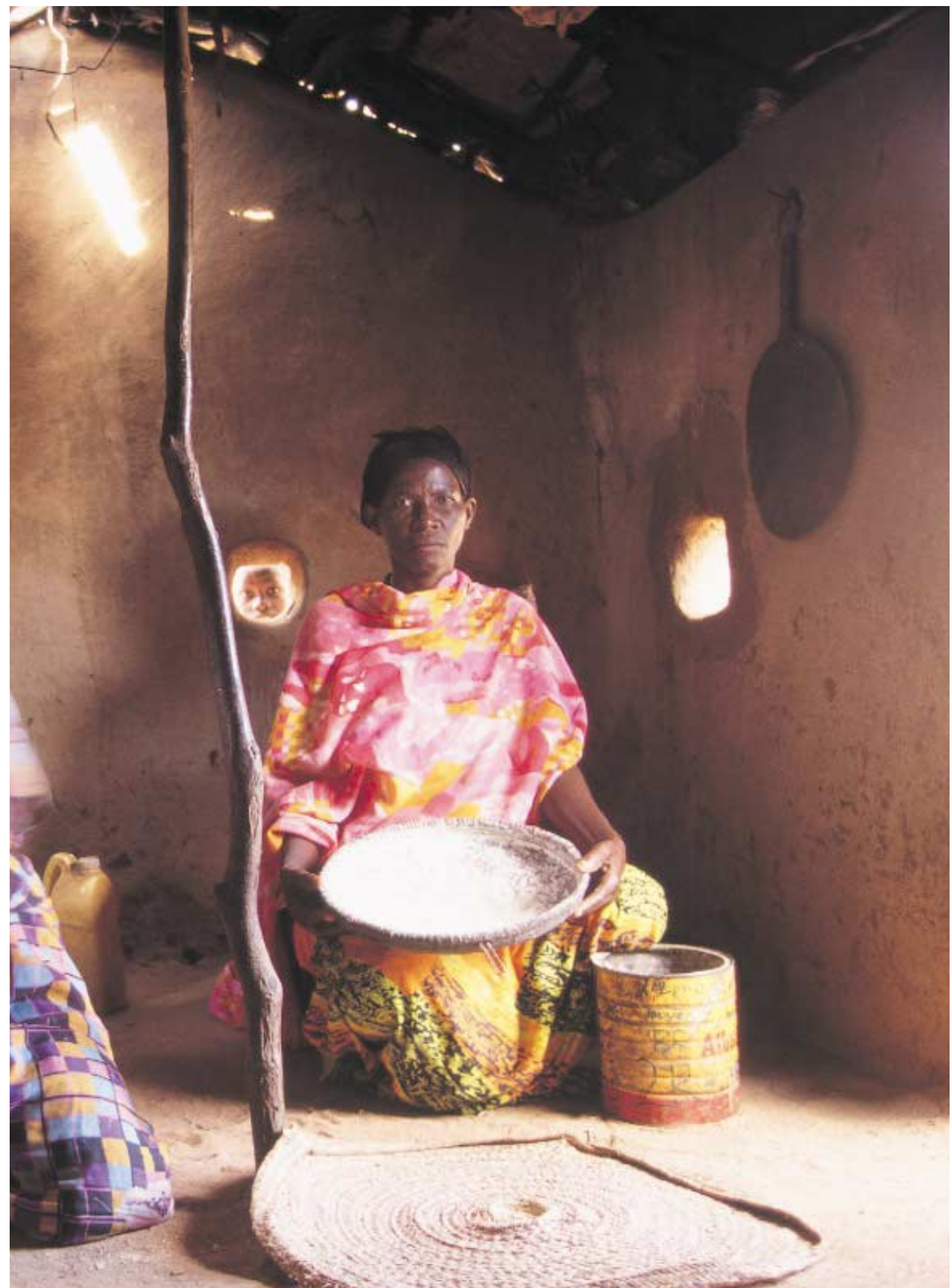
Un dénouement différent.

26**Epilogue**

Les ailes de la liberté.

LES BANTOUS SOMALIENS





Derniers jours à Dadaab

IL Y A DANS L'AIR COMME UN FRISSON D'EXCITATION mêlée d'anxiété. Des réfugiés se pressent bruyamment devant une rangée de tables branlantes pour répondre à quelques questions de dernière minute et remettre les papiers crasseux, écornés, qui leur ont servi pendant des années à prouver leur identité, leur accès aux rations alimentaires et leur lieu de séjour.

Des nourrissons se balancent dans des baluchons sur le dos de leur mère. Des dizaines de bambins s'accrochent aux jupes multicolores des femmes. Accroupies sous un arbre, quelques-unes observent en silence la longue file d'attente qui s'avance devant les tables qu'un bout de tôle protège à peine de l'implacable soleil équatorial.

Un jeune homme, l'air désespéré, fait les cent pas. A peine aperçoit-il un *muzungu* (étranger) qu'il se précipite à sa rencontre : "Ma sœur a été sélectionnée pour partir. Pas moi. Pourquoi ? Il faut que je parte avec elle. Aidez-moi !"

Andrew Hopkins, responsable du HCR chargé de la réinstallation, s'occupe de tout ce monde depuis des mois.

Il passe de groupe en groupe pour, une fois de plus, expliquer, convaincre, rassurer.

Des policiers en treillis, armés de vieux fusils, montent la garde au milieu de nuages de fine poussière rouge soulevée par le va-et-vient incessant de centaines de personnes.

A l'extérieur du périmètre entouré de barbelés, d'autres réfugiés observent cette agitation d'un air réprobateur, semblant dire : Pourquoi eux ? Et pourquoi pas nous ?

Des enjeux considérables

La scène pourrait se situer n'importe quand, dans n'importe quel camp de réfugiés au monde.

Le rassemblement d'aujourd'hui a cependant quelque chose d'exceptionnel : pour tous ceux qui se trouvent à l'intérieur de l'enclos, les enjeux sont de taille.

Pendant dix ans, le HCR a fait l'impossible pour trouver une terre d'accueil pour quelques milliers d'individus dont les ancêtres ont été massivement déportés d'Afrique cen-

trale aux XVIIIe et XIXe siècles par des marchands d'esclaves, et qui ont par la suite connu la servitude en Somalie.

Au début des années 90, lorsque la Somalie a plongé dans un gigantesque bain de sang, ils se sont réfugiés au Kenya, comme des centaines de milliers d'autres. Ils se sont retrouvés à Dadaab, un vaste camp de réfugiés planté en pleine zone semi-désertique. Et même là, au milieu d'autres déracinés qui avaient eux aussi perdu leur pays, leur maison, leurs proches et leurs biens, ils ont continué à être traités comme des serfs par leurs voisins.

Mais la vie va radicalement changer pour ceux qu'on appelle les Bantous somaliens.

Aujourd'hui, c'est le jour J moins deux. A J moins un, ils partiront pour un centre de transit où ils passeront la nuit. Dès le lendemain matin, sauf imprévu de dernière minute, des autocars, ou un avion pour les malades et les femmes enceintes, les emmèneront vers la première étape du périple qui les fera passer sans transition d'un passé de semi-esclavage à la liberté et au monde de tous les choix.

Par une de ces absurdités dont l'histoire est parfois friande, leur première halte est le camp de réfugiés de Kakuma, dans le nord-ouest du Kenya, jugé plus sûr que Dadaab pour une opération de cette envergure. Leur dossier sera examiné par les agents de l'immigration, ils passeront une visite médicale et recevront un cours intensif d'orientation culturelle et d'initiation à ce que les responsables appellent "les gestes élémentaires de survie" pour s'adapter à leur nouveau pays.

Au début de 2003, ce sont près de 12 000 Bantous qui s'envoleront vers des villes et des localités des Etats-Unis, dans le cadre du plus ambitieux programme de réinstallation mis en place depuis le continent africain.

Pour un réfugié, s'installer dans un nouveau pays est toujours synonyme d'ajustements culturels

majeurs. Mais rarement gouffre aura été plus grand à franchir que celui qui sépare la culture ancestrale bantoue et le mode de vie nord-américain !

Les Bantous somaliens ont été assujettis à une servitude quasi-féodale. L'idée même de choix démocratique et de liberté culturelle leur est étrangère. La plupart d'entre eux ne parlent que leur dialecte local. Il leur faudra en outre apprendre les gestes les plus élémentaires – allumer et éteindre la lumière, tirer une chasse d'eau, se servir d'une cuisinière.

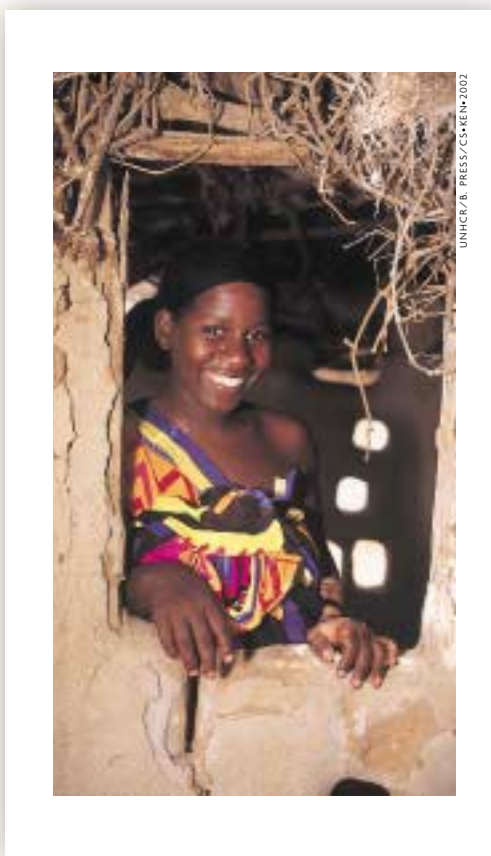
Les réfugiés bantous vivent dans des petites huttes en boue séchée. La plupart ne connaissent pas la ville et n'ont jamais vu d'immeubles de plus de deux étages. Rares sont ceux qui sont montés dans une voiture ou dans un avion. Ils ignorent totalement où se trouve l'Amérique. Le climat ? La nourriture ? Les écoles ? Le marché du travail ? Ils n'en ont aucune idée...

Avec une naïveté désarmante, ils ne se laissent pas décourager par de tels obstacles : "Emmenez-nous en Amérique. Nous nous adapterons", affirme, confiant, un groupe d'ainés à un visiteur de passage.

Rester serait pour eux une catastrophe, surtout maintenant qu'une issue inespérée est à portée de main. Car pour les réfugiés de Dadaab dont le dossier a été rejeté ou – comme c'est le cas pour la

majorité d'entre eux – qui n'ont pu demander leur réinstallation, l'avenir s'annonce plutôt mal. Ils s'étioileront des années encore dans un triste camp de réfugiés ou, si jamais un jour la Somalie retrouve un semblant de normalité, seront rendus aux dures conditions de vie d'une des régions les plus pauvres et les plus inhospitalières de la planète.

Des deux côtés des barbelés, tout le monde a pleinement conscience du sort très inégal qui attend les candidats au départ et les autres, ceux que la chance n'a pas désignés.



La tension monte

Jour J moins un. Dès l'aube, les Bantous inscrits pour le départ du lendemain attendent en bon ordre devant le centre de transit, sous l'œil vigilant de nombreux policiers.

Ils ont aligné, le long de la clôture en barbelés, les maigres effets personnels qu'ils emportent pour la première étape du voyage : ustensiles de cuisine, jerrycans, literie, quelques vieux vélos.

Les familles sont admises une à une dans l'enclos. Leur dossier sera examiné une dernière fois, et elles passeront la nuit dans des abris faits de toile, de branchages et de tôle.

La tension est grande. Ces derniers mois, des milliers de non-Bantous ont essayé de court-circuiter la procédure de sélection. Certains ont essayé de soudoyer ou d'intimider des candidats, ou de placer des membres de leur famille dans la filière. Quelques-uns rôdent encore autour de l'enclos, tout en sachant qu'une place sur la liste des départs n'a pas de prix pour un réfugié qui a passé des années à Dadaab.

Pour prévenir tout incident, ce périmètre est protégé par une double rangée de barbelés éclairés de puissants projecteurs. Les vigiles sont présents 24 heures sur 24.

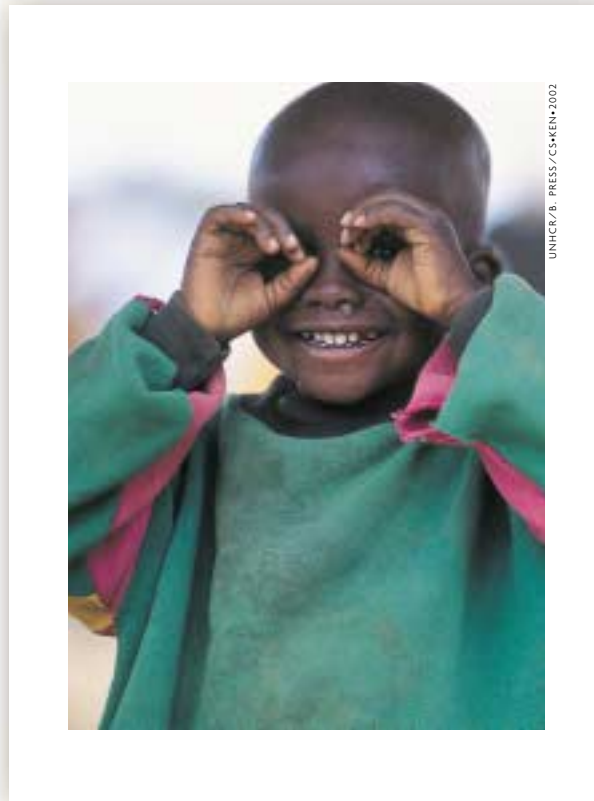
"Je vais te tuer !" hurle soudain un Somalien à l'adresse d'un Bantou. Il est apparemment furieux parce que sa famille n'a pas été sélectionnée. Un garde intervient pour le calmer.

Après des années à la limite de la non-existence, les Bantous veulent simplement quitter Dadaab pour toujours. Un vieillard raconte à des amis son cauchemar de la nuit précédente : "Je voyais des grands immeubles, et puis des autocars qui démarraient sans moi. Ça m'a réveillé en sursaut. J'ai tiré ma femme du lit et je lui ai dit 'dépêchons-nous, tout le monde part'." Son récit provoque l'hilarité générale.

Le laborieux processus de vérification se poursuit toute la journée. Mais c'était trop beau : un appel d'urgence de Kakuma fait état de heurts avec la police et les responsables du camp lors d'une dispute pour une histoire d'argent. Un Kényen aurait été tué par balles. On décide de retarder d'un ou deux jours le transfert des Bantous à Kakuma.

Les aînés sont convoqués. Les intéressés sont informés du contretemps. Ils doivent quitter le centre de transit étroitement gardé pour retourner chez eux – à supposer que leur hutte n'ait pas déjà été démolie en prévision de leur départ – obligés de vivre de nouveau au milieu de voisins souvent hostiles en attendant la suite des événements.

Les réfugiés sont au courant des attentats du 11 septembre, dont l'écho est parvenu jusqu'aux ruelles de Dadaab. Ils savent que la politique américaine d'admettre chaque année jusqu'à 70 000 réfugiés candidats à la réinstallation est lourdement compromise par cette tragédie. Alors, encore un revers de l'histoire ? Ou hélas la préfiguration d'un



échec, si près du but ?

"Oui, on a entendu parler de tout ça", soupire Mohammed Yarow, un paysan de 40 ans admis à la réinstallation avec sa femme et ses cinq enfants. "Pourvu que ce qui s'est passé là-bas ne détruise pas notre rêve !"

Moussa Koumoula Mohammed, 52 ans, jure qu'il ne retournera jamais en Somalie. Il garde un souvenir épouvanté de l'effondrement du pays et des exactions des miliciens qui l'ont laissé partiellement paralysé. Mais, comme beaucoup d'autres Bantous, il accueille les dernières nouvelles avec philosophie. "Cela fait des années que nous attendons de partir. Nous pouvons patienter quelques jours de plus, non ? Ce n'est pas grave."

En boitillant, il regagne lentement, non sans peine, sa hutte abandonnée, se demandant sans doute ce que l'avenir va, une fois de plus, lui réserver.



UNHCR/R. WILKINSON/CS•KEN/2002

Les bagages sont prêts...



UNHCR/B. PRESS/CS•KEN/2002

...et la vérification des dossiers a commencé.



La file est longue : chaque dossier sera scrupuleusement examiné.

UNHCR/B. PRESS/CSKEN-2002



La carte alimentaire est un document vital pour les réfugiés.



UNHCR/B. PRESS/CSKEN-2002

La route des esclaves

Les peuples de langue bantoue sont originaires de l'ouest et du centre de l'Afrique. Il y a des siècles, ils ont migré massivement vers l'est et le sud, dans une zone géographique couvrant la Tanzanie, le Mozambique et le Malawi d'aujourd'hui.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, cette région méridionale a été systématiquement pillée par les marchands d'esclaves arabes. Des mercenaires, armés de mousquets et de fouets, ont enlevé d'innombrables Bantous, femmes et enfants compris. Destination de ce butin humain : les grands marchés d'esclaves du Golfe persique et du Moyen-Orient.

Certains esclaves bantous se sont retrouvés en Somalie mais, dans une société à tradition orale, leurs descendants ont gardé peu de traces de ce passé tragique, si ce n'est dans leurs chants, leurs danses, et les récits de leurs griots.

Les Bantous de Dadaab racontent que les trafiquants arabes ont d'abord tenté de convaincre leurs ancêtres de les suivre – avant d'employer la manière forte. En cette époque de grandes famines, ils apportaient avec eux des cargaisons de dattes – un aliment inconnu jusqu'alors dans la région – et faisaient miroiter la promesse d'un

pays de cocagne où tout poussait en abondance. L'un des marchands d'esclaves qui a le plus marqué la mémoire collective bantoue est un certain Saïd Berkache.

Puis vint le temps du fouet et de la répression, comme en témoignent des refrains de l'époque, dont ce vieux chant arabe qui commence comme suit :

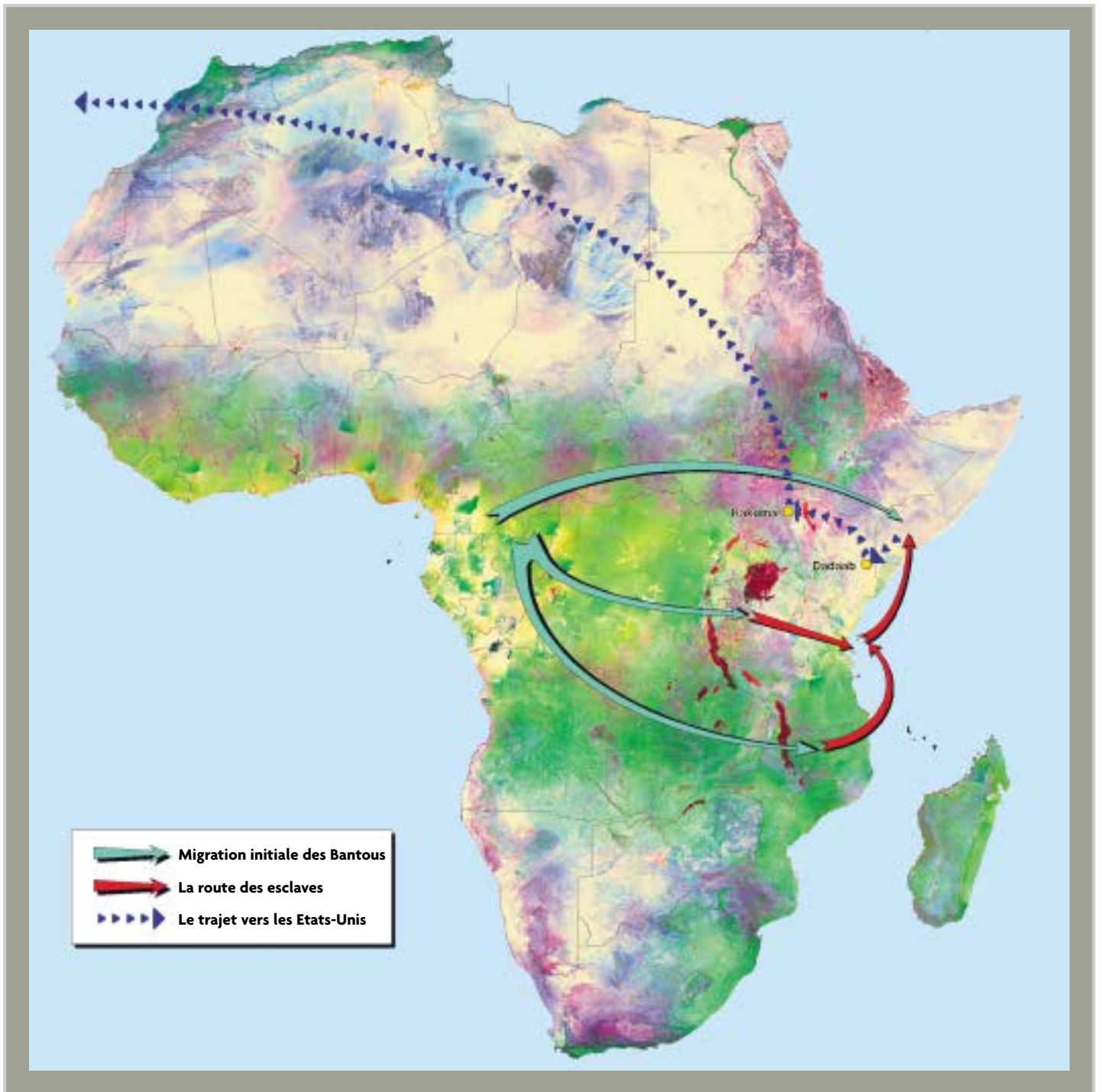
Voilà nos esclaves
Ils sont là pour nous servir
Ne les laissons pas s'échapper
Car s'ils s'unissent ils seront plus forts

Ce à quoi les esclaves répondaient, dans un idiome inintelligible pour leurs oppresseurs :

Cet esclavage
Que Dieu nous en libère
Qu'il nous trouve un havre sûr
Qu'il nous protège
L'esclavage que vous nous imposez
Vous aussi un jour vous le subirez

Les esclaves, issus essentiellement de six grandes tribus du





sud-est (Yao, Makua, Nyanja, Ngidono, Zigua et Zaramo) furent emmenés en grand nombre dans la basse vallée de la Juba, en Somalie.

Si l'ère coloniale leur a apporté une certaine liberté, ils sont restés des citoyens de seconde zone, contrairement aux descendants des migrations bantoues plus anciennes, qui avaient eu le temps de s'intégrer à la société somalienne.

Par leur culture, leur langue et leur physique, les Bantous sont très différents des Somaliens de souche. Les Somaliens ont la peau relativement claire, des traits anguleux et un corps longiligne. Les Bantous ont le teint assez foncé et sont plus trapus. En Somalie, il n'y a jamais eu de brassage racial et les mariages mixtes étaient rarissimes. Les Bantous étaient dissuadés d'envoyer leurs enfants à l'école, n'avaient pas le droit d'avoir des titres fonciers ni d'être représentés sur le plan politique. Ils n'avaient pas non plus accès à des postes dans la police ou dans l'armée. "Dans l'autocar, on nous disait des choses comme "Tu pues, tire-toi"" racontent certains. Bien que très bons travailleurs, ils étaient confinés dans des emplois subalternes. Beaucoup étaient des paysans, mais rares étaient ceux qui possédaient la terre qu'ils cultivaient. En fait, leur existence n'était pas sans rappeler celle des descendants d'esclaves de la Louisiane ou d'autres Etats du sud avant que le mouvement des droits civiques des années 60 ne vienne changer le cours de l'histoire aux Etats-Unis.

Des proies faciles

Tous les Somaliens ont souffert des exactions des diverses factions armées qui ont sévi après la chute du dictateur Mohamed Siad Barré, renversé par un coup d'Etat en 1991. Mais les Bantous somaliens – qu'on appelait *mushungulis*, c'est-à-dire, selon la traduction courante de l'époque, "peuple d'es-

claves" – ont été des cibles de choix, car ces paysans méprisés et sans défense pouvaient facilement être délestés de leurs précieuses récoltes.

Mohammed Yarow raconte comment, en 1992, cinq hommes armés ont fait irruption à huit heures du matin dans sa petite ferme. "Ils cherchaient de l'argent, mais je n'avais que les haricots qui cuisaient sur le brasero. Alors ils m'ont déshabillé, m'ont attaché et ont crié à ma femme qu'ils

allaient me tuer." Puis ils ont arraché les vêtements de son épouse et l'ont violée sous ses yeux. Un voisin qui a essayé d'intervenir a été abattu.

Après le départ de ses agresseurs, Mohammed Yarow a demandé à sa femme de le laisser attaché jusqu'au lendemain : il craignait que les cinq hommes ne reviennent massacrer toute la famille.

Plus question de rester en Somalie. Les Yarow sont partis droit devant eux. Ils ont erré pendant des semaines avant d'arriver au Kenya, mendiant un peu de nourriture, fouillant les immondices.

Abdullahi Ali Ahmed vivait dans la province de Juba. Il a aussi beaucoup souffert en cette année 1992. "Nous étions des proies faciles pour les miliciens", explique-t-il. "Nous n'avions pas de clan pour nous protéger et nous avions de la nourriture. Ils ont tué une vingtaine de personnes sous mes yeux. Trois

étaient des parents à moi."

"J'ai réussi à prendre la fuite, mais je n'avais pas de provisions, pas de vêtements de rechange et pas d'argent. J'ai marché quatre jours avant d'arriver à la frontière. Comme tout le monde, je mendiais ma nourriture. Les vieux et les enfants tombaient comme des mouches au bord de la route."

Des milliers de *mushungulis* ont vécu le même calvaire avant d'arriver au Kenya. Ils avaient enfin échappé à l'enfer somalien. Mais un nouvel épisode de détresse allait suivre.



UNHCR/B. PRESS/CSWEN/2002



UNHCR/B. PRESS/CS+KEN/2002

En attendant le jour J, l'impatience commence à se faire sentir.

La vie en exil

Fatoumo Arbo Ambar dit qu'elle a 70 ans. Ses rides lui en donnent davantage, mais dès qu'un visiteur passe à l'improviste, elle se lève du banc en bois devant sa petite maison et exécute en son honneur une danse bantoue, à la grande joie de ses voisins.

Elle a perdu son mari en 1990, peu avant que la Somalie ne sombre dans l'enfer de la guerre. Ses huit enfants sont morts – quatre ont été tués, les autres ont succombé à la maladie. Elle doit aujourd'hui subvenir presque toute seule aux besoins de ses neuf petits-enfants.

Cette famille plutôt atypique – une vieille femme accompagnée d'une flopée de petits-enfants âgés de un à trente ans – est au nombre des Bantous somaliens qui feront dans quelques mois "l'incroyable voyage" à destination des Etats-Unis, dans le

cadre d'un programme de réinstallation du HCR.

Mais pour l'instant, elle vit dans une hutte en boue séchée et possède en tout et pour tout quelques casseroles noircies et une monture de lit branlante.

Comme Fatoumo, beaucoup de réfugiés ont fui la Somalie avec trois fois rien – une vieille valise, quelques marmites, parfois un matelas. La grande majorité croyaient ou espéraient que les troubles ne dureraient pas et qu'ils pourraient rentrer chez eux quelques semaines ou quelques mois plus tard. Mais beaucoup pourraient passer le reste de leur vie en exil.

Car l'exode des Somaliens est devenu ce que l'on appelle pudiquement une "crise qui perdure", autrement dit, une crise apparemment dans l'impasse.

Quand des milliers, puis des dizaines de milliers de Somaliens ont afflué au Kenya au début des années 90,

le gouvernement de Nairobi, en concertation avec le HCR, a dû prendre des dispositions pour trouver où loger cette véritable marée humaine.



La sécurité est toujours une préoccupation majeure dans ce genre de situation. Les exodes massifs peuvent être très déstabilisants pour les pays d'accueil, surtout s'ils drainent des miliciens armés en fuite, comme dans le cas de la Somalie et, plus tard, du Rwanda.

Il faut protéger les biens et les moyens de subsistance des communautés locales. Mais il faut aussi mettre à la disposition des réfugiés des commodités de base, dont un toit et de l'eau. Autant d'exigences parfois antagoniques qui nécessitent de délicats compromis.

Le Kenya a ouvert plusieurs camps près de la côte et un autre à proximité du petit village de Dadaab, au fin fond d'une plaine sauvage, semi-désertique et balayée par les vents, torride en été, où l'on ne rencontre que des nomades, des chameaux et des chèvres.

Une cité de réfugiés

Dadaab est progressivement devenu une vaste agglomération de trois camps s'étirant sur des kilomètres. Avec ses 120 000 habitants, essentiellement Somaliens et Bantous somaliens, c'est une véritable cité de réfugiés. Elle possède d'importantes infrastructures humanitaires et on y trouve à peu près tout : bars, hôtels, écoles, dispensaires, banques, marchés, petites fermes. Il y a même un opérateur de téléphone mobile.

Dix ans déjà que les réfugiés vivent dans cette "ville", ou plutôt cette "prison", comme disent certains d'entre eux. Ici, chacun fait de son mieux pour survivre dans l'un des environnements les plus inhospitaliers de la planète. Le quotidien est strictement réglementé et ponctué par l'ennui. Quelques débrouillards ont pourtant réussi à capter la télévision par satellite pendant la récente Coupe du monde de football. Les Bantous ont chaleureusement applaudi l'équipe américaine...

Les réfugiés ne peuvent pas s'éloigner du camp sans permission. Comme tous ses voisins, Fatoumo survit grâce aux rations alimentaires – un peu de maïs et d'huile, du sucre et quelques condiments. Malgré son âge et sa dure existence, elle déborde de joie de vivre et accom-

pagne ses paroles de gesticulations théâtrales. "Ça, c'est à cause de la faim", dit-elle, en tirant vigoureusement sur la chair flasque de ses bras. Puis elle éclate d'un rire tonitruant qui se termine en quinte de toux.

Au marché, elle ne peut s'offrir que quelques légumes rabougris et un petit morceau de viande. Elle gagne deux ou trois sous comme porteuse d'eau pour des voisins somaliens un peu moins mal lotis qu'elle. Elle tisse aussi des petits tapis traditionnels. Chacun exige dix jours de travail, et elle peut en obtenir l'équivalent de trois dollars au marché.

D'autres réfugiés bantous gagnent un peu d'argent en



UNHCR/E. PRESS/CS+KEN-2002

faisant de menus travaux : creuser des latrines, récurer les casseroles au "restaurant" du marché, coudre des vêtements sur d'antiques Singer dans les ruelles avoisinantes, grouillantes de bruit et de monde, donner un coup de main pour construire des *dukas* (échoppes).

Afin de donner une certaine structure à leur vie de tous les jours, les Bantous ont rédigé une constitution, sous l'impulsion notamment d'Abdullahi Ali Ahmed, un jeune autodidacte de 27 ans qui a appris l'anglais tout seul pendant ses dix années d'exil. Il vient d'être nommé secrétaire général de la communauté bantoue de Dadaab.

La Constitution promet, entre autres, de "promouvoir la stabilité et l'harmonie dans la communauté, la primauté du droit, l'ordre public et le respect des droits de l'hom-

me". Elle prône le principe de la "tolérance zéro" pour lutter contre la corruption, la défense de la "souveraineté" de la communauté contre les ingérences extérieures, le renforcement des liens avec le gouvernement kényen et des organisations comme le HCR pour soutenir les Bantous somaliens. Elle stipule également que les politiques ne pourront être mises en œuvre qu'après un processus de consultation populaire.

Mais les Bantous se plaignent d'être relégués au bas de l'échelle sociale – exactement comme en Somalie.

Ils travaillent généralement pour des réfugiés somaliens un peu moins pauvres qu'eux, mais sont souvent payés en nature et ne peuvent s'approvisionner que dans certains étals du marché. "Même là, on se fait avoir. Les Somaliens sont propriétaires de toutes les échoppes, et ils ont trois prix : un pour les Somaliens, un pour les muzungus (étrangers) et un pour nous", s'indigne l'un d'eux.

Et ce n'est pas tout : les Somaliens veulent que les Bantous "restent à leur place", c'est-à-dire tout au bout de la file d'attente au point d'eau, au marché ou à l'arrêt d'autocar.

Un danger constant

La violence est une menace permanente. La jeune épouse de Moussa Koumoula Mohammed, a été violée par cinq hommes il y a deux ans alors qu'elle ramassait du bois aux abords du camp. A Dadaab, la violence sexuelle est endémique et n'épargne personne. Toutes les femmes y sont exposées mais les Bantoues se disent particulièrement visées.

Les habitants ont érigé autour de chez eux des palissades de branches épineuses qui offrent un semblant de protection. L'éclairage et l'aménagement du site ont été

améliorés, et le HCR livre un peu de bois pour que les femmes soient moins souvent obligées de sortir du camp.

Chacun des trois camps de Dadaab est divisé en sections. Les Bantous ont construit leur logement autour de petites cours communes. Beaucoup d'habitations sont coquettement ornées de dessins de fleurs, d'animaux ou de motifs abstraits.

Au bout de ces blocs, on arrive dans des quartiers mixtes, où les *toukous* des Somaliens (sortes de tipis couverts d'une bâche en plastique) contrastent avec les huttes en boue séchée des Bantous.

Pendant dix ans, les deux communautés ont cohabité tant bien que mal, non sans quelques incidents. Mais maintenant que le moment du départ approche, les Somaliens laissent éclater leur rancœur.

Ils ne comprennent pas que les Bantous, des citoyens de seconde zone à leurs yeux, aient bénéficié

d'une telle chance : commencer une nouvelle vie dans un pays développé. Le visiteur de passage qui les croise dans les ruelles étroites rencontre des regards durs et interrogateurs qui semblent dire : "Pourquoi on ne va pas en Amérique nous aussi ?"

Car les Somaliens de souche estiment être doublement victimes : victimes des violences dans leur pays, tout comme les Bantous, et maintenant victimes de discrimination dans le processus de réinstallation. Ils ont du mal à cacher leur colère et leur déception.

Les Bantous ont hâte de partir avant que la situation ne dégénère. Un vieil homme vient trouver Linmei Li, chargée de la protection au HCR. "Ici, ce n'est pas bien pour nous, c'est dangereux. Même si on ne peut pas aller en Amérique, sortez-nous d'ici" demande-t-il. Linmei tente de le rassurer, mais admet que les Bantous somaliens ne seront pas tous acceptés. Certains devront rester.





UNHCR/R. WILKINSON/CS-KEN2002

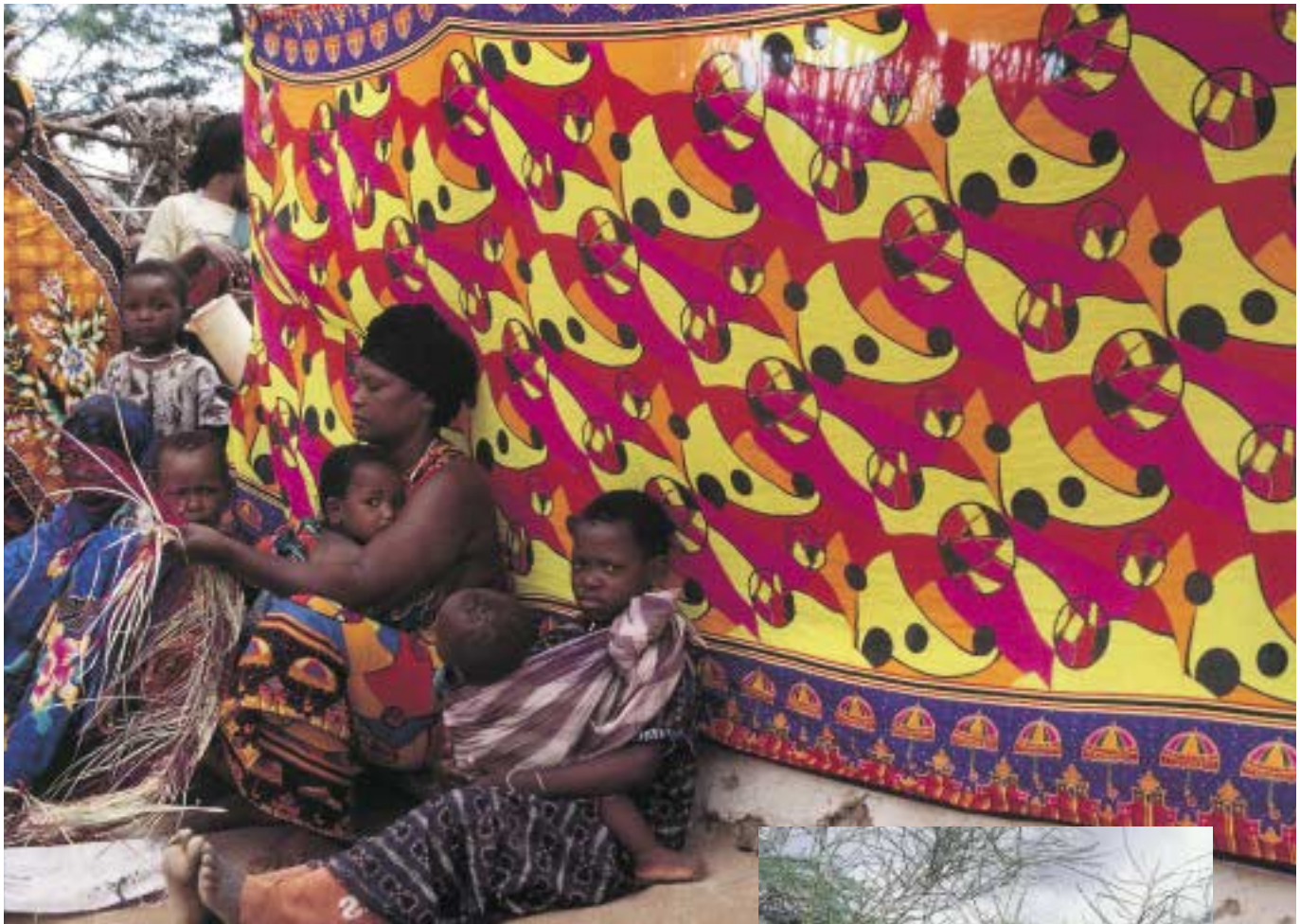
Préparer à manger : à la fois un rituel et une nécessité.



UNHCR/B. PRESS/CS+KEN2002



UNHCR/B. PRESS/CS+KEN2002



UNHCR/R. WILKINSON/CS-KEN/2002

Le camp au quotidien :
fabriquer des pâtes, étudier,
tresser des paniers, bavarder
avec les voisins.



UNHCR/R. WILKINSON/CS-KEN/2002

A la recherche d'une solution

Dès leur arrivée au Kenya, les *mushungulis* ont été très clairs : ils ne retourneraient jamais en Somalie, un pays où, disaient-ils, ils seraient toujours en butte aux persécutions et où leur vie était en danger.

Le HCR était d'accord. Il a donc fallu se mettre à la recherche d'autres pays de réinstallation.

On a pensé tout d'abord aux pays d'Afrique du sud-est, où vécurent les ancêtres des Bantous. Premier sur la liste, la Tanzanie. En 1993, la visite à Dadaab de représentants du gouvernement de Dar es-Salaam confirme que dans de nombreux domaines – musique, danse, traditions de chasse et méthodes agricoles, rites de circoncision et cérémonies religieuses – les réfugiés sont culturel-

ment très proches de certaines tribus tanzaniennes.

Trois ans plus tard, le projet est tombé à l'eau. En 1994, la Tanzanie est en effet submergée par des centaines de milliers de réfugiés rwandais, et son agriculture a beaucoup souffert d'El Niño, un phénomène climatique récurrent, particulièrement dévastateur.

Bien que n'ayant pas grand-chose à voir avec les Bantous eux-mêmes, la décision tanzanienne met en exergue, entre promesse d'une vie nouvelle et condamnation à un exil définitif, le sort incertain des réfugiés.

“Cette mauvaise nouvelle nous a vraiment déprimés”, raconte Abdullahi Ali Ahmed. “Car enfin, les Tanzaniens nous ressemblent. Nous les considérons



vraiment comme des frères. Et voilà qu'ils nous abandonnaient."

En 1997, le HCR tente une nouvelle démarche, cette fois auprès du Mozambique. Une délégation officielle passe trois jours à Dadaab et interroge les Bantous sur leur langue, leur histoire, les rites liés à la puberté, etc.

Deux ans plus tard, le Mozambique refuse à son tour. Selon un document officiel du HCR, "Maputo était d'avis qu'il enverrait le mauvais message politique s'il réinstallait un aussi grand nombre de réfugiés alors que le problème de ses propres populations déracinées par la guerre civile dans les années 90 n'était toujours pas résolu".

De plus, précisait le rapport, une décision favorable "pouvait créer un précédent fâcheux qui risquait d'encourager l'afflux de personnes d'origine mozambicaine en provenance des pays de la région".

Pour l'Afrique, en effet, il ne s'agit pas là de simple rhétorique : durant deux siècles, des millions de civils ont été déracinés par les conflits armés et les catastrophes naturelles. Certains se sont fondus dans les pays d'accueil, mais d'autres, plus nombreux, appartiennent encore à des minorités marginalisées et pourraient donc être tentés de se réinstaller sur les terres de leurs ancêtres.

"Nous avons été rejetés par la Tanzanie. Et maintenant par le Mozambique", avait alors dit Abdullahi. "Nous nous sentons complètement abandonnés, déracinés, sans perspectives d'avenir."

Quand il a appris que le HCR avait contacté le gouvernement américain, il a été franchement sceptique. "Je n'y croyais guère. Nos frères africains nous avaient tourné le dos. Pourquoi l'Amérique voudrait-elle de nous ? Quels étaient nos liens avec cette nation ?"

Mais les Etats-Unis sont l'un des 17 pays dans le

monde qui acceptent chaque année de réinstaller un certain nombre de réfugiés – outre les demandeurs d'asile politique – le principal critère de sélection étant dans ce cas une vulnérabilité extrême et l'impossibilité de retourner dans son pays et d'y vivre dans la paix et la sécurité.

C'est ainsi que les Américains ont accueilli plus de 3000 "enfants perdus" du Soudan (voir RÉFUGIÉS n° 122). Ils ont accepté d'examiner le cas des Bantous somaliens sur la même base.

Le trafic d'êtres humains

Malgré cette avancée majeure, la route était encore longue.

Le trafic d'êtres humains est devenu un "business" international qui rapporte des milliards de dollars. Le programme de réinstallation des réfugiés n'a pas été épargné, comme l'a prouvé la pratique, vite démasquée, de vendre les places si convoitées au plus offrant. Washington et le HCR avaient d'ailleurs bien compris qu'un tel projet susciterait inévitablement l'intérêt à la fois de trafiquants et de soit-disant "réfugiés".

Comment alors, déterminer qui pouvait réellement prétendre à la réinstallation ?

En général, les réfugiés évitent de garder leur passeport ou leur carte d'identité, de peur de s'exposer davantage à des représailles et à des exactions en tous genres. Dans le cas de la Somalie, la situation était d'autant plus compliquée que de toute manière ils n'avaient presque jamais eu de papiers d'identité.

Lorsqu'ils sont arrivés à Dadaab, les Somaliens se sont trouvés confrontés à un nouveau mode de vie. A une nouvelle existence administrative, aussi. Des registres ont été établis. Des cartes d'alimentation ont été délivrées, indispensables pour obtenir des rations alimentaires et faisant également office de pièce d'iden-



tité. Vu l'enjeu considérable que représentait une nouvelle vie en Amérique, on pouvait s'attendre à voir apparaître des cartes falsifiées ou contrefaites.

A la fin de l'année dernière, le HCR a donc procédé à une vaste opération de contrôle, pour déterminer qui, parmi les centaines de milliers de réfugiés de Dadaab, pouvait réellement prétendre à la réinstallation.

En 1997, quand le Mozambique envisageait encore d'accepter les Bantous, le personnel du HCR sur le terrain avait laborieusement établi à la main des listes de candidats au départ.

On s'est servi de ces listes initiales pour procéder à la nouvelle vérification, en partant de l'hypothèse que les premiers demandeurs étaient selon toute vraisemblance d'authentiques Bantous et non des "faux" réfugiés désireux de s'installer en Amérique.

Les 50 membres de l'équipe de vérification se sont installés à Dadaab. Des renforts de police ont été dépêchés pour prévenir tout incident. Il a d'abord fallu déchiffrer et classer des milliers de fiches manuscrites en plus ou moins bon état, puis établir une liste générale et la mettre à jour en inscrivant les nouveaux-nés et en éliminant le nom des personnes décédées.

Tous les inscrits ont ensuite été convoqués. Les consignes étaient claires : "Chaque dossier sera vérifié individuellement. Apportez tous vos papiers. Venez avec toute votre famille, et préparez-vous à répondre à des questions précises sur chacun d'entre vous. N'essayez pas de substituer des tierces personnes à des membres de votre famille. Ne vendez pas vos cartes d'alimentation."

On commençait à faire la queue dès trois heures du matin pour montrer les fameux papiers. "Il y avait là chaque jour un millier de réfugiés. Mais une bonne moitié d'entre eux étaient visiblement des Somaliens de souche et non des Bantous", se souvient Andrew

Hopkins, qui coordonnait le projet. Ce premier contrôle s'est soldé par le rejet de 10 000 dossiers.

Mais certains réfugiés sont passés à travers les mailles du filet. Des Bantous qui avaient déjà quitté Dadaab ont vendu leur carte d'alimentation à des gens qui voulaient partir. Des familles en possession de plusieurs cartes en ont cédé une ou deux à des Somaliens. D'autres ont essayé de détourner le système à des fins lucratives.

Des Somaliens ont "casé" certains proches dans des grandes familles bantoues. Les Bantous affirmeront par la suite avoir agi sous la contrainte et avoir signalé la supercherie aux autorités. Mais une partie d'entre eux étaient manifestement consentants.

Interrogés séparément, des prétendus époux étaient

incapables de donner le nom de leurs voisins, de dire ce qu'ils avaient mangé ou fait ensemble la veille. Les subterfuges étaient parfois "si naïfs que les gens avaient oublié ou écorchaient le nom de ceux pour qui ils voulaient se faire passer", indique le rapport de vérification. "Les entretiens se terminaient souvent dans les pleurs."

"Ils étaient de piètres menteurs", conclut Andrew Hopkins, laconique.

L'opération a été une rude épreuve pour tout le monde - les Bantous, les Somaliens déboutés et l'équipe de vérification, qui a bouclé sa mission "sur les rotules".

En définitive, près de 14 000 personnes ont été interrogées. Tandis que nous mettons sous presse, 11 585 ont franchi la première étape de sélection, et près de 2000 dossiers ont été rejetés.

"Au début, nous n'avions pas beaucoup d'espoir", déclare Abdullahi. "Mais voilà, ce moment inespéré est enfin arrivé, et pour nous c'est la joie. Qu'est-ce qu'on a dansé !"

Il reste toutefois encore bien des questions à régler, et des centaines de personnes ne savent toujours pas quelle sera leur destinée.



Les dossiers des Bantous ont été examinés pendant des années.

Un peuple, deux destins

Des centaines de milliers de Somaliens ont dû fuir leur pays au début des années 90 pour échapper à l'enfer de la guerre. La plupart ont cherché refuge au Kenya. Mais quelques milliers de Bantous somaliens ont pris la mer et longé la côte jusqu'en Tanzanie. De là, ils ont gagné une région à proximité du port de Tanga, dans le nord-ouest, d'où leurs ancêtres avaient été déportés par les marchands d'esclaves aux XVIIIe et XIXe siècles.

Aujourd'hui, le destin des uns et des autres s'avère bien différent : alors que près de 12 000 Bantous somaliens sont sur le point de commencer une nouvelle vie aux Etats-Unis après dix ans d'attente dans des camps de réfugiés au Kenya, leurs 3300 "cousins de Tanzanie" vont continuer à mener une existence rurale, inchangée depuis des siècles.

En fait, leurs chemins ont divergé dès le début de leur exode forcé. Les Bantous somaliens réfugiés au Kenya se sont retrouvés dans d'immenses camps plantés au milieu de nulle part. Grâce à l'aide internationale, ils y ont survécu tant bien que mal, mais sans véritable perspective d'avenir, la Tanzanie et le Mozambique ayant refusé de les accueillir. Puis un jour, contre toute attente, le rêve américain est devenu réalité.

Les Somaliens réfugiés en Tanzanie étaient essentiellement d'ascendance Zigua, une tribu encore présente dans la région (une petite minorité étant composée de Wamahais, des non-Bantous sans lien historique avec le pays d'accueil). Peu de temps après l'arrivée de ces "autres Bantous", ils ont été installés à Mkuyu, dans un centre où avaient logé des employés du gouvernement, et n'ont pas tardé à s'intégrer à la population locale dont ils ont adopté le mode de vie rythmé par la saison des pluies, les récoltes de maïs et de manioc, le ramassage de bois et l'élevage des chèvres.

Les réfugiés somaliens parlent encore le zigua, en usage dans cette région de Tanzanie, ainsi que le swahili, plus spécifique de la zone côtière. Ils sont tous musulmans. Ils ont souvent les mêmes coutumes que la population locale. Ainsi, ils ont recours à l'excision et pratiquent

la polygamie, les hommes pouvant avoir jusqu'à quatre épouses.

Ces "autres bantous" semblent complètement ignorer le fabuleux coup de chance de leurs "frères" réfugiés au Kenya, mais ils peuvent eux aussi espérer un avenir plus souriant, quoique très différent.

Le gouvernement tanzanien a en effet décidé de leur donner quelque 2000 hectares de forêts, de cours d'eau et de terres cultivables situés dans la région de Chogo, à environ 80 kilomètres de Mkuyu, sur les lieux mêmes où leurs ancêtres ont été capturés par les marchands d'esclaves.



UNHCR/A. PRESS/CSA-KEN-2002

Depuis deux ans, les autorités et le HCR aménagent la zone dans le cadre d'un vaste projet de développement s'élevant à deux millions de dollars. La population locale bénéficiera également des infrastructures mises en place : dispensaires, postes de police, écoles, terrains de sports, échoppes, marchés et points d'eau.

Un premier groupe commence déjà à planter pour profiter des pluies automnales; les autres réfugiés le rejoindront vers la fin de l'année, à peu près au moment où leurs compatriotes quitteront le Kenya pour les Etats-Unis.

Cent ans d'errance et de déracinement vont prendre fin : pour les uns, avec le retour sur la terre de leurs ancêtres, pour les autres avec le grand départ vers un monde nouveau.

Les ailes de la liberté

Lundi : le compte à rebours du transfert à Kakuma reprend à J moins un. A Dadaab, les ultimes vérifications ont repris. Ici, le chef d'une famille de neuf personnes annonce son intention d'emmener une dixième personne, sa nièce. Il ne partira pas sans elle. Il faut trouver une solution, car toute la famille est bloquée. On retrouvera finalement le nom de la fameuse nièce sur une autre liste. Là, quelqu'un manque à l'appel. Après une enquête rapide, il s'avère que la personne en question vient de décéder. Les autorités n'avaient pas été informées. Comme leurs compatriotes de souche somalienne, les Bantous sont en majorité musulmans et parfois polygames, ce qui est interdit par la loi américaine. Certains réfugiés ont déjà pris des "dispositions personnelles" pour régler ce problème.

La femme et l'enfant d'Abdi Fatah Nour sont déjà sur la liste pour les Etats-Unis. Pas lui. Il n'était pas là au moment du processus de vérification et son nom ne figure pas sur l'incontournable liste générale. Il a fait appel mais ne sait pas s'il sera autorisé à partir pour Kakuma ou s'il devra rester à Dadaab.

Ce genre de petits problèmes signifie des semaines supplémentaires de travail, de tracas et d'attente.

Dans les prochains mois, le Service américain d'immigration et de naturalisation communiquera la liste

définitive des réfugiés que les Etats-Unis acceptent de réinstaller, en se basant sur la liste du HCR.

Mais Dadaab se trouve à proximité de la frontière névralgique entre le Kenya et la Somalie. De plus, le camp compte une forte communauté somalienne qui ne voit pas d'un bon œil l'opportunité offerte aux Bantous. La sélection finale se fera donc à Kakuma, où la situation est relativement plus calme.

L'opération de transfert et d'examen des dossiers coûtera plus de 5 millions de dollars. L'Organisation internationale pour les migrations s'est chargée du transfert des réfugiés et a supervisé la construction de 2200 abris en boue séchée, au coût de 150 dollars l'unité, pour héberger provisoirement les Bantous à Kakuma. Quoique trop exigus pour les familles, ces logements de transit sont nettement plus confortables que certaines masures où d'autres réfugiés vivent depuis des années. Une contradiction de plus, mais la vie dans un camp en est truffée.

Quatre autocars viennent chercher les Bantous pour les emmener à Kakuma. Trois jours de voyage qui promettent bien des secousses, vu l'état des routes. Les familles attendent ce moment depuis dix ans, mais il ne leur a fallu qu'une demi-heure pour réunir leurs maigres possessions.

Les jeunes mères écoutent quelques conseils de pué-

riculture – de la bonne utilisation de la couche pour bébé. Elles pouffent derrière leur main en examinant cette chose absolument étrange pour elles, et les enfants semblent terrifiés.

La leçon n'est pas superflue : au cours des précédents voyages, les couches n'avaient pas été utilisées, et pour cause : les mères les ôtaient promptement dès qu'une "catastrophe" était imminente... pour ne pas les salir.

Les malades, ainsi que 44 femmes en état de grossesse avancée et leurs enfants, iront à Kakuma à bord d'un vieil avion à hélice afin de leur éviter l'éprouvant trajet par la route.

Aucun passager n'a pris l'avion de sa vie, ni vu un appareil de près, mais tout le monde semble plus intrigué qu'inquiet. Il n'y a pas de sanitaires à bord. Une femme demande : "Qu'est ce que je fais si j'ai besoin d'aller aux toilettes ?" "Vous vous retenez", lui répond calmement l'infirmière qui les accompagne.

L'appareil s'ébranle sur la piste en terre. Les femmes tirent leur foulard devant leur visage, mais ne bronchent pas. Une jeune mère berce ses jumeaux qui ont tout juste deux semaines.

Personne ne bouge. Une heure environ après le décollage, une passagère s'étonne. "L'avion fait beaucoup de bruit. Pourquoi est-ce qu'on n'avance pas?" "Je crois qu'on est toujours en bas", ajoute une autre femme.

Ni l'une ni l'autre ne semble réaliser qu'elles survolent des collines, des fleuves et des lacs qui défilent derrière les hublots.

Enfin, une passagère se lève. "Oh, mais on doit être très haut !", s'exclame-t-elle. "On marche dans le ciel comme sur la terre !"

Dès que l'appareil se pose à Kakuma, les enfants sont débarqués par la passerelle arrière. Les femmes descendent avec précaution d'une petite échelle et se dirigent d'un pas vif vers la salle d'accueil. Pour elles, en quelques heures à peine, une nouvelle vie a commencé.

America, America

"Nous sommes tous illettrés, mais nous apprendrons", affirme Mohammed Yarow en parlant de son avenir aux Etats-Unis. Et que compte-t-il faire là-bas ? "Moi ? Je n'ai que 40 ans, et je ferai n'importe quoi. Je vivrai où on m'installera, et je mangerai les mêmes choses que tout le monde."

"Nous nous adaptons très bien, vous savez", ajoute-t-il. "Dans quelques mois, nous aurons pris l'habitude. Nos ancêtres ont dû apprendre à vivre en Somalie. Pour nous ce sera pareil."

On montre à sa femme la photo d'une cuisinière. Elle hoche la tête. "Qui nous donnerait quelque chose comme ça en Somalie ?" Et MacDo, Coca-Cola, pizza, ça lui dit quelque chose ? "Non, je ne connais pas, mais j'apprendrai à cuisiner les aliments qu'on me donnera." Un autre réfugié s'approche. Est-ce qu'il sera content d'avoir de vraies toilettes chez lui ? "Vous savez, en Somalie c'était seulement pour les riches. Mais on s'habitue."

Comme sans doute tous les immigrants du monde, les Bantous rêvent de lendemains radieux et sont persuadés qu'il viendront à bout de tous les obstacles.

Mohammed Yarow veut devenir pilote. "Ou alors, ce seront mes fils." Un autre père de famille a entendu dire qu'un noir américain occupe de très hautes fonctions (le secrétaire d'Etat Colin Powell). Il connaît le nom de Kofi Annan et veut que son fils devienne Secrétaire général de l'ONU.

Les Bantous aspirent à la sécurité et la liberté qui leur ont tellement manqué jusqu'à présent. Ils veulent que leurs enfants aillent à l'école. Moussa Koumoula Mohammed est soulagé à l'idée qu'il trouvera peut-être des médecins pour soigner sa paralysie partielle.

Les enfants se laissent gagner par l'enthousiasme. "C'est notre avion pour l'Amérique ?" demandent-ils, chaque fois qu'ils aperçoivent un avion dans le ciel.

Certains Bantous ont vu de la neige pour la première fois sur le trajet Dadaab-Kakuma, mais de loin, au sommet du mont Kenya. Un avant-goût des rudes hivers du Middle West américain ? Ils ne connaîtront leur destination finale aux Etats-Unis que très peu de temps avant de quitter le Kenya, et ont du mal à croire qu'ils pourraient un jour affronter des tempêtes de neige et des températures polaires.

"On a l'impression d'écrire sur une page vierge", s'étonne un responsable humanitaire. "Pour les réfugiés, l'Amérique c'est vraiment une autre planète."

Les Somaliens sont beaucoup moins nombreux à Kakuma qu'à Dadaab. Une fois encore, le destin ne leur a pas souri, mais ils semblent résignés. Khalif Hassan Warsame, temporairement à la tête de la communauté somalienne de Kakuma, est surtout triste. "Nous n'en voulons pas aux Bantous d'avoir eu cette chance. Mais nous aimerions avoir la même. On nous dit de nous tourner vers l'avenir, mais il est où, notre avenir ?"

En revanche, son compatriote Abdullahi Ali Ahmed entrevoit des perspectives auxquelles il n'aurait jamais osé songer. "Retourner en Somalie, ce serait replonger en enfer", déclare-t-il. "Aller en Amérique, c'est le rêve. Entre l'enfer et le paradis, c'est déjà choisi !"



UNHCR/B. PRESS/CS*KEN+2002

Camp de réfugiés de Kakuma : apprendre à utiliser les couches peut s'avérer utile...



UNHCR/B. PRESS/CS*KEN+2002

... il faut aussi peser les bébés.



En route !

LES BANTOUS SOMALIENS



UNHCR/R. WILKINSON/BW•KEN•2002

Baptême de l'air
pour les réfugiés
bantous : l'avion
est aussi au
rendez-vous.



UNHCR/R. WILKINSON/BW•KEN•2002



UNHCR / A. PRESS / CS-MEM-2002

Juste avant le grand départ... la promesse d'un avenir enfin souriant.